

13 juin 2026 -10:22

Appartient à [Conseil des ministres du 12 juin 2026](#)

## Modifications concernant le Fonds amiante

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 afin d'améliorer le fonctionnement et le financement du Fonds amiante, ainsi que de renforcer les droits des victimes, compte tenu des évolutions aussi bien sur le plan juridique que sociétal.

L'avant-projet contient les modifications suivantes dans les sections suivantes :

### Missions et fonctionnement du Fonds amiante

- l'attribution structurelle annuelle du montant forfaitaire de 650 000 euros actuellement prévu pour le financement de projets, visant à financer des mesures telles que la création d'un numéro vert et la centralisation des registres de l'amiante
- la rédaction d'un rapport annuel
- la centralisation des registres de l'amiante

### Financement

- un élargissement des sources de financement du Fonds amiante en augmentant la contribution des indépendants
- une source de financement supplémentaire : les amendes civiles, qui seront dues par tout tiers responsable condamné en justice de manière définitive pour avoir causé un dommage en exposant à l'amiante

### Intervention du Fonds amiante

- une modification concernant le remboursement des soins de santé, afin d'éliminer une discrimination entre les victimes selon qu'elles soient salariées, d'une part, et environnementales ou indépendantes, d'autre part
- une augmentation de l'indemnisation pour frais funéraires, calquée sur le remboursement des frais funéraires en cas de maladie professionnelle
- la création d'un numéro vert

### Contentieux et prescription

- modification de l'article 125 qui prévoit explicitement la possibilité d'introduire un recours en justice pour la victime et ses ayants-droit contre le tiers responsable, même si ce dernier a participé au financement du Fonds amiante
- cette réparation ne peut être cumulée avec la réparation en cas de maladies professionnelles, et ne remet pas en cause le principe de l'immunité dans le cadre de l'indemnisation pour maladie professionnelle, sauf si la victime démontre une faute intentionnelle

#### Dispositions finales

- une disposition est insérée afin de préciser l'interprétation de l'exigence légale prévue à l'article 125

L'avant-projet est transmis pour avis au Conseil d'État.

*Avant-projet de loi modifiant la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 concernant le Fonds amiante*

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

David Clarinval, Vice-premier ministre et ministre de l'Emploi,  
de l'Economie et de l'Agriculture  
Rue Ducale 61  
1000 Bruxelles  
Belgique  
<https://clarinval.belgium.be>  
[info@clarinval.belgium.be](mailto:info@clarinval.belgium.be)

Caroline Dubois  
Porte-parole (FR)  
+32 471 81 84 00  
[caroline.dubois@clarinval.belgium.be](mailto:caroline.dubois@clarinval.belgium.be)

Koen Peumans  
Porte-parole (NL)  
+32 473 81 11 06  
[koen.peumans@clarinval.belgium.be](mailto:koen.peumans@clarinval.belgium.be)

Frank Vandenbroucke, Vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et  
de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté  
Rue de la Loi 23  
1040 Bruxelles  
Belgique  
<https://vandenbroucke.belgium.be>  
[info@vandenbroucke.fed.be](mailto:info@vandenbroucke.fed.be)

Cheryl Isenge  
Porte-parole (FR)  
+32 479 15 67 58  
[Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be](mailto:Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be)

Arne Brinckman  
Porte-parole (NL)  
+32 476 28 83 13  
[arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be](mailto:arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be)

Billy Buyse  
Porte-parole (NL)  
+32 496 47 44 87  
[billy.buyse@vandenbroucke.fed.be](mailto:billy.buyse@vandenbroucke.fed.be)



Eléonore Simonet, ministre des Classes moyennes, des  
Indépendants et des PME  
Rue Ducale 61  
1000 Bruxelles  
Belgique  
<https://simonet.belgium.be>  
[info@simonet.belgium.be](mailto:info@simonet.belgium.be)

Pauline Biévez  
Porte-parole (FR)  
+32 477 38 45 01  
[pauline.bievez@simonet.belgium.be](mailto:pauline.bievez@simonet.belgium.be)

Ortwin De Vliegheer  
Porte-parole (NL)  
+32 475 90 43 08  
[ortwin.devliegheer@simonet.belgium.be](mailto:ortwin.devliegheer@simonet.belgium.be)

